

Xavier Touitou
11, Cours Pierre Puget
13006 Marseille

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

IT LINK

Société anonyme

67 Avenue de Fontainebleau

94270 Le Kremlin-Bicêtre

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société IT LINK

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IT LINK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille et Paris-La Défense, le 7 mai 2021

Les commissaires aux comptes

Xavier Touitou



Deloitte & Associés



Didier OBRECHT



IT Link SA

COMPTES SOCIAUX

**EXERCICE CLOS
AU
31 DECEMBRE 2020**

**Société Anonyme au Capital de 882.173 €
Siège social : 57 Avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN-BICÊTRE**

RCS CRETEIL : B 412 460 354

COMPTES SOCIAUX IT LINK SA AU 31 DECEMBRE 2020	3
BILAN	3
COMPTE DE RESULTAT	4
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	5
NOTE 1 DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS	5
1.1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE	5
1.2. ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE	5
1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE D'ARRETE DES COMPTES	5
2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6
2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6
2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6
2.4. EVALUATION DES CREANCES ET DETTES	7
2.5. INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	7
2.6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7
2.7. CHIFFRE D'AFFAIRES	7
2.8. IMPOT SUR LES SOCIETES	7
2.9. REMUNERATIONS ALLOUEES AUX DIRIGEANTS ET JETONS DE PRESENCE	7
2.10. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL :	7
NOTE 3 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS	8
3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8
3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9
3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10
3.4. ECHEANCE DES CREANCES	10
3.5. SITUATION FISCALE DIFFEREE	11
3.6. TRESORERIE	11
3.7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	12
3.8. AVANCES CONDITIONNEES ET DETTES FINANCIERES	12
3.9. ENGAGEMENTS HORS BILAN	12
3.10. ETAT DES PROVISIONS	13
3.11. ECHEANCE DES DETTES NON FINANCIERES	14
3.12. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR	14
3.13. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	14
3.14. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, REPRISES DE PROVISION ET TRANSFERTS DE CHARGES	14
3.15. CHARGES DE PERSONNEL	15
3.16. RESULTAT FINANCIER	15
3.17. RESULTAT EXCEPTIONNEL	15
3.18. IMPOT SUR LES BENEFICES	15
3.19. DROITS A LA FORMATION	16

COMPTES SOCIAUX IT LINK SA AU 31 DECEMBRE 2020

Bilan

Actif (en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Immobilisations incorporelles	3.1.	1	2
Immobilisations corporelles	3.2.	10	12
Immobilisations financières	3.3.	3 334	3 332
Actif immobilisé		3 345	3 346
Clients et comptes rattachés	3.4.	408	41
Autres créances	3.4.	6 325	8 012
Disponibilités	3.6.	424	418
Actif circulant		7 157	8 471
Comptes de régularisation	3.4.	217	215
TOTAL ACTIF		10 719	12 032

Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Capital social		882	882
Prime d'émission		1 481	1 481
Réserve légale		88	88
Report à nouveau		2 967	1 962
Résultat de l'exercice		551	1 005
Capitaux propres	3.7.	5 969	5 418
Provisions pour Risques et Charges	3.10.	16	375
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	3.8.	23	831
Emprunts et dettes financières		3 941	4 530
Fournisseurs et comptes rattachés	3.11.	623	772
Dettes fiscales et sociales	3.11.	147	106
Autres dettes	3.11.		
Dettes		4 734	6 239
Comptes de régularisation			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		10 719	12 032

Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2020	2019
Chiffre d'Affaires	3.13.	1 289	1 368
Reprises et transferts de charges	3.14.		132
Autres produits			20
Produits d'exploitation		1 289	1 520
Achats et autres services externes		(1 137)	(1 162)
Charges de personnel	3.15.	(488)	(374)
Impôts et taxes		(109)	(80)
Dotations aux amortissements et provisions		(14)	(25)
Autres charges		(22)	(7)
Charges d'exploitation		(1 770)	(1 648)
Résultat d'exploitation		(481)	(128)
Produits financiers		484	430
Charges financières		(3)	(20)
Résultat financier	3.16.	481	410
Produits exceptionnels		360	67
Charges exceptionnelles		(395)	(99)
Résultat exceptionnel	3.17.	(35)	(32)
Impôt sur les bénéfices	3.18.	586	755
Participation des salariés			
Résultat net		551	1 005

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

NOTE 1 DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS

1.1. Faits majeurs de l'exercice

Plan d'attribution gratuite d'actions

Conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale du 4 septembre 2018, le Conseil d'administration a décidé, le 29 septembre 2020, une troisième attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux du Groupe (de IT Link S.A et des sociétés liées ou contrôlées par IT Link S.A).

Au 31 décembre 2020, 98.741 actions gratuites représentant 5,7% du capital social ont été attribuées à près de 200 salariés et 1 mandataire social.

L'attribution définitive est soumise à des conditions de présence dans les effectifs et de performances financières du Groupe.

La période d'acquisition définie par le Plan est de trente-cinq (35) mois, suivie d'une période de conservation de trois (3) mois.

Transfert de la cotation des titres IT Link sur le marché Euronext Growth Paris

Au 1^{er} septembre 2020, les titres d'IT Link (FR0000072597) ont été radiés des négociations sur le marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) et concomitamment admis aux négociations sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth.

Le projet de transfert avait été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale d'IT Link le 30 juin 2020 et par l'Euronext listing Board le 25 août 2020.

Ce transfert vise à permettre à IT Link d'être cotée sur un marché plus approprié à la taille de l'entreprise, à diminuer les coûts liés à la cotation, tout en lui permettant de continuer à bénéficier des attraits des marchés financiers.

Résolution du contentieux avec l'ancien Président

Sous mandat de son Conseil d'Administration du 17 novembre 2020, la société a conclu un accord prévoyant le règlement en faveur de Monsieur Benchimol d'une indemnisation globale à hauteur de 397 k€ et la prise en charge de ses frais de justice pour 92 k€. En complément, la société a obtenu le rachat de titres minoritaires de la filiale IT Link France SA, rachat réalisé pour la somme de 72,8 k€.

L'impact financier de cette transaction pour la société est de 552 k€ dont 360 k€ étaient déjà provisionnés est présenté en charge dans les éléments non courants du compte de résultat de l'exercice 2020.

1.2. Activité au cours de l'exercice

IT Link assure une activité de holding animatrice pour l'ensemble des filiales du groupe. A ce titre elle réalise la gestion du portefeuille de participations, la conduite de la politique stratégique et le contrôle des filiales, ainsi que la fourniture de services administratifs.

En 2020, IT Link a réalisé pour 1,3 M€ de chiffre d'affaires relatif à cette activité.

Les coûts liés à la gestion de la cotation du groupe restent à la charge de la holding.

1.3. Evénements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

2021 marque une nouvelle étape dans la volonté d'IT Link l'accompagner ses clients à l'international, avec la création au 1er janvier d'une filiale implantée au Maroc, qui compte d'ores et déjà 12 collaborateurs productifs.

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été établis conformément au Plan Comptable Général adopté par le règlement ANC 2016-07 homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et aux principes généralement admis.

Ces annexes font partie intégrante des comptes annuels clos au 31 Décembre 2020, faisant ressortir un total bilan de 10.655 k€ et un bénéfice de 550 k€.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ◆ Continuité de l'exploitation,
 - ◆ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - ◆ Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales de présentation et d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. Immobilisations Incorporelles

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, à l'exception des intérêts d'emprunt).

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue.

2.2. Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Agencements, aménagements divers
8 à 10 ans

Matériel de transport
5 ans

Matériel de bureau et informatique
3 à 5 ans

Mobilier
8 à 10 ans

2.3. Immobilisations Financières

Les titres figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Au 31 décembre 2020, IT Link détient les titres mentionnés dans cette annexe.

Les autres immobilisations financières figurent également au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Pour les sociétés acquises, le prix d'acquisition des titres est en fonction de la valeur des parts de marché et/ou des technologies achetées, appréciées en fonction des chiffres d'affaires et des cash-flows prévisionnels. La valeur actuelle est examinée en fonction de l'évolution de ces paramètres depuis l'acquisition ainsi que de la situation nette.

Pour les sociétés créées, la valeur des titres est fonction de la prise de participation dans le capital. La valeur actuelle de ces

sociétés est fonction de la situation nette, et si besoin est, déprécié à hauteur de celle-ci si elle est négative.

2.4. Evaluation des créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, en fonction du risque encouru.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les soldes de ces transactions sont convertis au cours des devises au 31.12.2020 et les écarts de conversion nécessaires sont constatés. Les pertes éventuelles résultant de la conversion des soldes au cours du 31.12.2020 sont portées au compte de résultat via une provision pour risque de change.

2.5. Indemnités de départ à la retraite

Au 31.12.2020, la provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée en application de la méthode des unités de crédit projetées.

2.6. Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus au cours de l'exercice rendent probables. Leur réalisation, leur échéance et leur montant sont incertains mais néanmoins estimables.

2.7. Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires s'effectue comme suit :

- Prestations réalisées dans le cadre des contrats de prestations de services signés avec les filiales.

- Refacturations de frais engagés pour le compte des filiales.

2.8. Impôt sur les sociétés

La société faisant partie d'un groupe d'intégration fiscale, l'impôt est calculé et comptabilisé comme si la société était indépendante d'un point de vue fiscal. L'impôt exigible éventuellement comptabilisé correspond à l'impôt que la société aurait dû payer si elle avait été imposée séparément.

2.9. Rémunérations allouées aux dirigeants et jetons de présence

Aucune somme n'a été allouée à la rémunération des dirigeants au cours de l'année 2020, les dirigeants étant rémunérés sur la filiale opérationnelle IT Link France SA.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs de la Société au cours de l'exercice 2020 s'élèvent à 16.800 €.

2.10. Composition du capital social :

Le capital social est composé de 1.736.000 actions pour un montant global de 882.173 €.

La répartition du capital est la suivante au 31/12/2020 :

Actionnaires	2020		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Dirigeants- actionnaires	642 408	37,0%	52,8%
<i>Indivision Zribi</i>	472 000	27,2%	38,1%
<i>Serge Benchimol</i>	143 334	8,3%	12,6%
<i>Eric Guillard</i>	7 442	0,4%	0,3%
<i>Nicolas Roux</i>	19 500	1,1%	1,7%
Auto détention	103 423	6,0%	
Public	990 169	57,0%	47,2%
Total	1 736 000	100,0%	100,0%

NOTE 3 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS

3.1. Immobilisations incorporelles

Variation de la valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019	2	2	4
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2019	2	2	4
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2020	2	2	4

Variation des amortissements et dépréciations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2019	2		2
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019	2		2
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2020	2		2

3.2. Immobilisations corporelles

Variation de la valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019		8	8
Acquisitions et développements internes		9	
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2019		17	17
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut		(2)	(2)
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2020		15	15

Variation des amortissements et dépréciations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2019		3	3
Amortissements de l'exercice		1	1
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019		4	4
Amortissements de l'exercice		2	2
Cessions et mises au rebut		(2)	(2)
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2020		4	4

Annexe aux comptes sociaux

Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

3.3. Immobilisations financières

Variation

(en milliers d'euros)	Participation	Dépôts et cautionnements	Prêts et autres immobilisations	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019	2 673	181	662	3 516
Acquisitions et développements internes				
Cessions et mises au rebut		(19)		(19)
Autres mouvements	(12)		(128)	(140)
Valeur brute au 31 décembre 2019	2 661	162	534	3 357
Acquisitions et développements internes	73	2	39	114
Cessions et mises au rebut			(112)	(112)
Autres mouvements				
Valeur brute au 31 décembre 2020	2 734	164	461	3 359
Provision pour dépréciation	(25)		néant	(25)

Détail des participations

(en milliers d'euros)	% de capital détenu	Capitaux propres avant affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Valeur brutes des titres	Dépréciation des titres
IT LINK France SA	99,91%	12 088	2 114	1 515	
IT LINK Benelux Sprl	99,00%	(40)	39	18	
NRX SAS	100,00%	558	(72)	1 097	
Accélérateur d'Innovation Inc.	100,00%	(240)	78	7	
IT LINK Germany GmbH	100,00%	(298)	(9)	25	(25)
Autres	n.s				
Total		12 068	2 150	2 663	(25)

3.4. Echéance des créances

Echéancier au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Solde comptable	< 1 an	> 1 an
Autres immobilisations financières	461		461
Dépôt de garantie	164		164
Total actif immobilisé	625		625
Clients et comptes rattachés	408	408	
Organismes sociaux et fiscaux	4 480	681	3 799
Groupe et associés	1 844	448	1 396
Débiteurs divers			
Total actif circulant	6 732	1 537	5 195
Comptes de régularisation	217	217	
Total général	7 574	1 754	5 820
Provision pour dépréciation	(345)		(345)

3.5. Situation Fiscale Différée

Impôt payé d'avance

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Participation des salariés		
Contribution Sociale de Solidarité		
Autres	4	2
Total Base	4	2
Taux d'impôt	28%	31%
Allègement de la dette future d'impôt	1	1
Déficit reportable	13 967	13 181
Moins-values à long terme		

Impôt non comptabilisé

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Charges à répartir		
Provisions réglementées		
Autres		
Total Base		
Taux d'impôt	28%	31%
Accroissement de la dette future d'impôt		

3.6. Trésorerie

Actifs au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Actions destinées à la distribution aux salariés	2		2
Disponibilités	416		416
Total Trésorerie	418		418

Actifs au 31 décembre 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Actions destinées à la distribution aux salariés	4		4
Disponibilités	420		420
Total Trésorerie	423		423

Annexe aux comptes sociaux

Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

3.7. Variation des Capitaux Propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social	Prime d'émission	Réserve légal	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Total
Au 1er janvier 2019	882	1 481	88	1 962	4 413
Résultat net de l'exercice				1 005	1 005
Diminution du capital					
Distribution de dividendes					
Autres mouvements					
Au 31 décembre 2019	882	1 481	88	2 967	5 418
Résultat net de l'exercice				551	551
Diminution du capital					
Distribution de dividendes					
Autres mouvements					
Au 31 décembre 2020	882	1 481	88	3 518	5 969

Le capital social est composé de 1.736.000 actions, entièrement libérées.

3.8. Avances conditionnées et Dettes Financières

Ventilation au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	808	808		
Dépôts et cautionnements reçus	23			23
Autres dettes financières	4 530	4 530		
Total dettes financières	5 361	5 338		23

Ventilation au 31 décembre 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits				
Dépôts et cautionnements reçus	23			23
Autres dettes financières	3 880	3 880		
Total dettes financières	3 903	3 880		23

3.9. Engagements hors bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Autres		
Total engagements donnés		
Facilité de caisses BICS	50	50
Découvert autorisé SG	50	50
Total engagements reçus	100	100

3.10. Etat des provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Litiges	Indemnités de départ en retraite	Autres	Total
Au 1er janvier 2019	384	109		493
Dotations	15			15
Reprises de provisions utilisées				
Reprises de provisions sans objets	(24)	(109)		(133)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2019	375			375
Dotations	1			1
Reprises de provisions utilisées	(360)			(360)
Reprises de provisions sans objets				
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2020	16			16

La société n'a pas contracté d'engagement en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités ou d'allocations en raison de départs à la retraite ou d'avantages similaires à l'égard de son personnel, autres que les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière prévus par la convention collective Syntec.

Ils ont été calculés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement de ces calculs sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 % en 2020.
- Mode de départ en retraite : départ volontaire à 60-67 ans pour les non cadres et les cadres.

Résolution du contentieux avec l'ancien Président

Sous mandat de son Conseil d'Administration du 17 novembre 2020, la société a conclu un accord prévoyant le règlement en faveur de Monsieur Benchimol d'une indemnisation globale à hauteur de 397 k€ et la prise en charge de ses frais de justice pour 92 k€. En complément, la société a obtenu le rachat de titres minoritaires de la filiale IT Link France SA, rachat réalisé pour la somme de 72,8 k€.

L'impact financier de cette transaction pour la société est de 552 k€ dont 360 k€ étaient déjà provisionnés est présenté en charge dans les éléments non courants du compte de résultat de l'exercice 2020.

Annexe aux comptes sociaux

Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

3.11. Echéance des dettes non financières

Ventilation au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	772	772		
Dettes fiscales et sociales	106	106		
Autres dettes				
Total dettes	878	878		
Produits constatés d'avance				
Total général	878	878		

Ventilation au 31 décembre 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	623	623		
Dettes fiscales et sociales	147	147		
Autres dettes				
Total dettes	770	770		
Produits constatés d'avance				
Total général	770	770		

3.12. Charges à Payer et Produits à Recevoir

Ventilation au 31 décembre 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Charges	Produits
Factures non parvenues/non établies	621	
Avoir à émettre/à recevoir		
Provisions sociales	14	
Organismes sociaux à payer/à recevoir	5	
Etat à payer/à recevoir	18	107
Total	658	107

3.13. Analyse du Chiffre d'Affaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Ventes de marchandises		
Prestations de services	1 289	1 368
Total chiffre d'affaires	1 289	1 368

Le chiffre d'affaires est réalisé quasi-intégralement en France.

3.14. Subventions d'Exploitation, Reprises de Provision et Transferts de Charges

Il n'y a pas eu de subvention ni de transfert de charges sur l'exercice.

3.15. Charges de Personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Salaires et traitements	355	227
Charges sociales	133	147
Total charge de personnel	488	374
Effectif moyen	2	4
Cadre	2	4
Agents de maîtrise		

3.16. Résultat Financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020		2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts/prêts	(3)	3	(20)	18
Produits de participations		400		385
Dotations, Reprises sur provisions				
Autres		81		28
Total	(3)	484	(20)	431

3.17. Résultat Exceptionnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020		2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations sur capital				
Cessions d'immobilisations	(122)		(90)	
Dotations, Reprises sur provisions		360		
Autres	(273)		(9)	67
Total	(395)	360	(99)	67

3.18. Impôt sur les Bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	2020	2019
Impôt exigible	586	755
Impôt forfaitaire annuel		
Total	586	755

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées (IT LINK SA, IT LINK France et NRX) comme en l'absence d'intégration fiscale.

La charge est calculée sur leur résultat propre après imputation des déficits antérieurs.

Les économies réalisées par le groupe grâce aux déficits sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les sociétés redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Les économies réalisées par le groupe non liées aux déficits sont également conservées chez la société mère et sont également constatées en produits.

Le résultat fiscal d'ensemble du groupe d'intégration fiscale est positif de 1.484 K€ pour l'année 2020 (3.240 K€ pour l'année 2019).

Annexe aux comptes sociaux

Note 3 Compléments d'informations relatifs aux états financiers

3.19. Droits à la formation

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée bénéficient d'un dispositif de Compte Personnel de Formation (CPF), à hauteur de 24h heures par an pour un temps plein¹.

¹ Pour un salarié à temps plein, l'alimentation du compte se fait à hauteur de : 24 heures par année de travail jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures, puis 12 heures par année de travail, dans la limite d'un plafond total de 150 heures. Ainsi, lorsqu'il atteint 150 heures, le compte n'est plus alimenté.